

Centre de recherche. Le Centre de sociologie urbaine (CSU)

In: Politix. Vol. 5, N°20. Quatrième trimestre 1992. pp. 195-201.

Citer ce document / Cite this document :

Centre de recherche. Le Centre de sociologie urbaine (CSU). In: Politix. Vol. 5, N°20. Quatrième trimestre 1992. pp. 195-201.

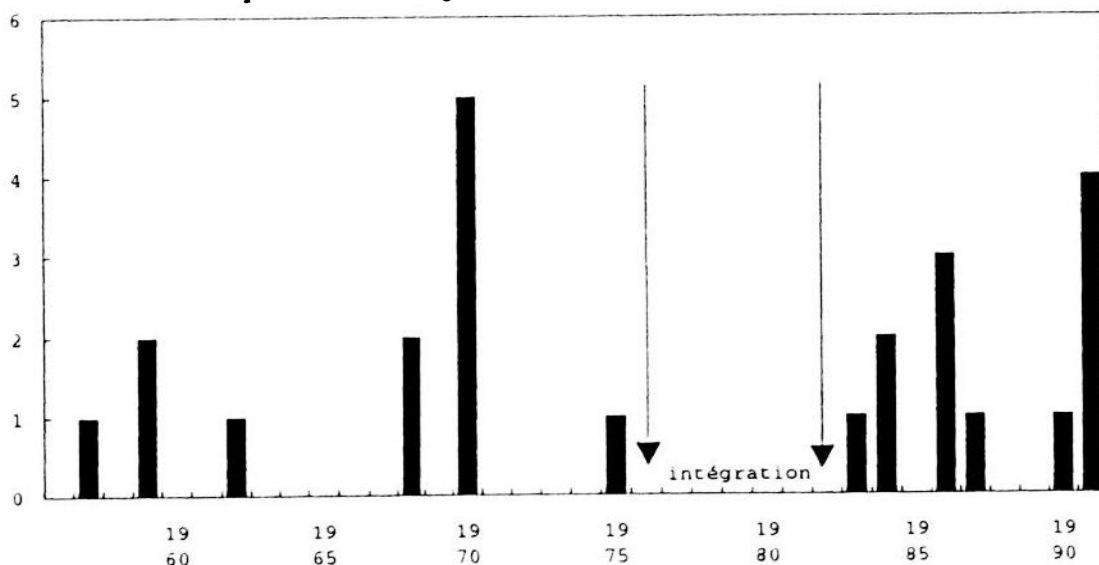
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_1992_num_5_20_1563

Christian Topalov

LORSQUE *Politix* m'a proposé de présenter en quelques pages le Centre de sociologie urbaine, j'ai tout de suite pressenti que l'exercice ne serait pas aisé^{*}. Sur cette institution de recherche, je n'ai pas fait d'enquête : j'y travaille, depuis vingt-quatre ans. Un temps amplement suffisant pour y nouer des rapports qui ont quelque chose des liens familiaux : sujets aux affects et aux crises, émoussés en même temps, inébranlables d'une certaine façon. En outre, je suis actuellement le directeur de cette institution — l'UPR 267 du CNRS — ; il importe donc que j'en présente en toutes circonstances la défense et l'illustration. Qui plus est, à l'efficacité de ce groupe pour produire bien et beaucoup, j'y crois. Quel crédit peut-on accorder à un sociologue dont la situation vis-à-vis de l'objet exclut à ce point qu'il en fasse convenablement la sociologie ?

J'ai donc pris le parti de me cacher derrière des statistiques et, pour parler du CSU, de faire parler un histogramme. C'est celui de la répartition des chercheurs dans l'équipe en fonction de la date de leur arrivée : une façon de décrire la morphologie de l'institution à partir des traces de son histoire.

L'équipe comprend actuellement trente personnes, ce qui classe le CSU parmi les bonnes grosses formations de sociologie du CNRS. Il s'agit d'une « unité propre » dont les vingt-quatre chercheurs sont de statut CNRS, à l'exception d'un enseignant-chercheur et d'un chercheur détaché d'un ministère. Le CSU compte aussi deux techniciennes — Maud Fontaine, secrétaire scientifique et Josiane Finet, gestionnaire comptable — et trois ingénieurs d'étude — dont Marguerite Vasen et Brigitte Yvon-Deyme, documentalistes. Une secrétaire-dactylo (mal) rémunérée sur un contrat « emploi-solidarité » renforce temporairement un secrétariat surchargé. L'équipe est logée par le CNRS à l'Institut de recherche sur les sociétés contemporaines (IRESCO) qui offre des voisinages intellectuels stimulants et un certain nombre de services (notamment l'excellente bibliothèque de sociologie du CNRS).



* Je remercie Paul Rendu et Annie Topalov pour leurs remarques sur une première version de ce texte.

Venons-en maintenant à notre histogramme. Il fait apparaître trois périodes de recrutement qui témoignent d'étapes distinctes de la formation de l'équipe, de sa mémoire collective, de son identité : 1957-1962, 1968-1975 et 1983-1991.

C'est en 1954 qu'est créé le Bureau d'études socio-techniques, devenu peu après Centre d'étude des groupes sociaux, association loi de 1901. Quatre chercheurs, aujourd'hui, représentent ce groupe fondateur dont d'autres éléments sont partis depuis. Paul-Henry Chombart de Lauwe est à l'origine de l'équipe. Directeur d'études à l'EPHE (VI^e section), il a l'ambition de fonder en France, la sociologie urbaine. Il est aussi du très petit nombre de sociologues universitaires à s'engager dans une collaboration avec les administrations d'Etat qui commencent à demander aux sciences sociales un éclairage — ou une justification — de leurs décisions en matière d'aménagement et d'urbanisme. Le personnel politique et administratif qui formule les questions est largement issu de la période de la Libération et particulièrement du catholicisme social. Claudius-Petit, Massé, Delouvrier sont alors les figures tutélaires. La conjoncture est celle de l'essor des grands ensembles, puis des villes nouvelles sur fond de vive croissance des agglomérations et d'abord de celle de Paris. Cette phase se poursuivra après 1958, avec l'Etat gaulliste et la montée en puissance d'une haute fonction publique modernisatrice, sociale, technocratique, centralisatrice. Le CEGS est créé pour répondre aux inquiétudes de celle-ci. Il n'y a pas alors de licence de sociologie ; les titres universitaires comptent peu dans cette affaire, l'engagement personnel et l'apprentissage sur le tas beaucoup. C'est l'époque des grandes enquêtes, réalisées auprès de vastes échantillons de ménages, financées par de gros contrats — du Plan, du ministère de la Construction, plus tard du District de la région parisienne. Claude Cornuau, Françoise et Maurice Imbert, Bernard Lamy, Paul Rendu, Jacques Retel, d'autres encore, réunis autour d'une vaste table dans les vieux locaux de la rue Tombe-Issoire, élaborent des questionnaires et des échantillons complexes, mobilisent des techniques statistiques sophistiquées — alors peu connues en France —, cherchent à comprendre les comportements des ménages urbains dans leur logement et dans la ville, leurs besoins et leurs aspirations. Une série de rapports majeurs résultent de ces travaux sur le logement, sur la vie de quartier, sur les usages de la ville.

La seconde période que notre histogramme fait apparaître est celle des années 1968-1975, au cours desquelles arrivent huit des membres de l'équipe actuelle. En 1966, le CEGS est devenu CSU, changement de nom qui coïncide avec l'éloignement du fondateur, lié à une dérive trop marquée à ses yeux de son équipe de recherche vers une sociologie appliquée au service des administrations. Solidement appuyée au marché des contrats, l'équipe avait adopté, sous la nouvelle direction de Paul Rendu, des modes de travail et de gestion égalitaires qui n'obéissaient guère au modèle ordinaire des écoles sociologiques légitimes. Division égalitaire des tâches, décisions prises en assemblée générale, égalité des salaires, atténuation des hiérarchies entre chercheurs et administratifs, telles étaient les utopies alors réalisées. Soulignons que de telles formes «démocratiques» de fonctionnement et d'intégration du groupe, issues à l'origine d'habitudes contractées dans les mouvements de jeunesse catholiques, modifiées ensuite par celles de la «génération soixante-huit», assagies enfin par l'insertion dans les structures du CNRS, continuent à présider aux destinées du CSU. Pour le plus grand confort moral des individus qui la composent et y trouvent sérénité intellectuelle et possibilités illimitées d'initiatives.

La fin des années 1960 est marquée par l'expansion massive de la recherche contractuelle, tout particulièrement dans le domaine de l'urbanisation. Ceux qui gèrent ces ressources, médiateurs entre les mondes de l'administration et de la recherche — particulièrement Michel Conan, Loïc Le Floch et Lucien Brams — sont décidés à donner sa chance à ce qui est neuf. A partir de 1968, le CSU recrute. Il le fait tout naturellement parmi de jeunes diplômés qui ont vécu l'expansion des sciences sociales, la crise universitaire, les «événements» de mai et leurs suites. Ils sont de gauche, ont lu *Le Capital* et sont militants, aux *Cahiers de mai*, au Parti communiste ou ailleurs. Nourris des appels d'offre de l'administration et fort ignorants de traditions savantes qu'ils

tiennent en piètre estime, ils ouvrent de nouvelles perspectives de recherche. Il ne s'agit plus de faire une psycho-sociologie des besoins supposés des citoyens, mais de comprendre comment le capitalisme et son Etat font la ville et engendrent ses contradictions : Michel Freyssenet, Françoise Imbert et Elsie Charron étudient la division du travail industriel ; Christian Topalov, Danièle Combes et Denis Duclos la socio-économie du secteur immobilier, Susanna Magri et Michel Pinçon le logement social et son histoire, Edmond Préteceille, Monique Pinçon-Charlot, rejoints par Paul Rendu, la structure spatiale des équipements collectifs et la ségrégation urbaine. Tout ce monde ne se préoccupe guère de faire des thèses et oublie souvent de publier des livres, occupé d'abord par des rapports. Malgré cela le fond de l'air étant rouge et, j'ose le penser, les résultats n'étant pas si mauvais, fleurit pendant quelques années ce que le monde extérieur — des Etats-Unis à l'Amérique latine en passant par l'Italie et la Grande-Bretagne — en vient à regarder comme « l'école française de sociologie urbaine marxiste ». De celle-ci, avec le CEMS et quelques autres groupes, le CSU constituera le plus beau fleuron, bien que tout le monde dans l'équipe ne se reconnaisse pas dans cette image.

Cette seconde époque héroïque ne durera pas beaucoup plus longtemps que la première. La conjoncture institutionnelle et intellectuelle commence à changer dès la seconde moitié des années 1970. Les programmes de recherche urbaine incitative se terminent brusquement autour de 1975 : le nouveau personnel politique et administratif — celui de l'Etat-Giscard — ne parle plus le langage des sciences sociales. L'époque de « l'industrialisation de la France », de la « nouvelle société », des grands ensembles et du logement social est révolue. Au même moment, les personnels de la recherche hors-statut, qui se comptent alors en France par centaines, s'engagent dans une bataille pour leur survie et leur intégration dans les institutions publiques de recherche. Ainsi, tandis que leurs financements s'évanouissent — au creux de la crise, neuf membres du CSU émargent au chômage — les hors-statuts entrent en masse au CNRS, malgré les plus vives réticences opposées par l'institution. En 1978, le CSU devient unité du CNRS ; entre 1976 et 1980, tous ses membres sont progressivement « intégrés » et, en 1986, l'équipe quitte ses anciens locaux pour ceux de l'IRESO. Changement pratique et symbolique important : l'équipe est désormais prise en charge. Les salaires et le gîte étant assurés, le financement des recherches par les contrats cesse d'être vital : on va pouvoir enfin s'occuper tranquillement de science. Désormais, l'évaluation des travaux ne procède plus des commanditaires administratifs, mais de jugement des pairs et la carrière de chacun des chercheurs s'autonomise. La productivité ne baisse pas, loin de là, comme certains l'avaient prédit : les membres du CSU nouent de multiples relations avec des réseaux de recherche extérieurs, fréquentent les colloques et les universités étrangères, multiplient les publications, mais cette fois aussi sous des formes légitimes.

C'est alors que l'histogramme suggère l'entrée dans une nouvelle période. Le CSU commence à recruter, des chercheurs CNRS désormais. Douze se joindront à l'équipe entre 1983 et 1991. Ils ne sont pas beaucoup plus jeunes que ceux qui étaient déjà là : le CSU ne bénéficie d'aucun des nouveaux entrants au CNRS, d'ailleurs très peu nombreux et prioritairement dirigés vers les équipes de province. Mais les nouveaux venus présentent, statistiquement, un profil différent de celui des deux « générations » précédentes. Certes, en 1984-1987, un fort contingent de chercheuses féministes ayant bénéficié du plan d'intégration rejoint le CSU. Quant aux autres arrivants, ils sont entrés au CNRS par la voie normale de recrutement et ignorent le stigmate du hors-statut en même temps que son expérience d'autres modes de travail et de légitimation. Ils ont plus souvent des charges d'enseignement dans les Universités ou les grands établissements. Ils ont pour la plupart fait des thèses, alors que très peu de leurs prédécesseurs s'étaient souciés de ce genre de reconnaissance académique, certains l'ayant d'ailleurs très consciemment récusée. L'arrivée de cette troisième génération témoigne de la reconnaissance désormais acquise par le CSU au sein de l'institution CNRS en même temps qu'elle renforce les effets de l'appartenance à celle-ci. Malgré ces évolutions, l'équipage choisit encore ses capitaines dans les cohortes antérieures :

Paul Rendu, Edmond Préteceille et Christian Topalov se succèdent à la direction de l'équipe depuis son intégration au CNRS.

Dans le même mouvement, les orientations et thèmes de recherche ont notablement changé. Il est difficile d'être exhaustif dans les limites de ce bref article et je m'en tiendrai à quelques illustrations en évoquant des travaux actuellement en cours.

Si certains chercheurs poursuivent les grands chantiers développés au CSU dès les années 1970, c'est souvent avec des infléchissements sensibles dans les objets, les méthodes ou les conceptualisations. Les politiques urbaines contemporaines sont étudiées par Edmond Préteceille et Anita Joussemet (la structure spatiale des équipements collectifs, les politiques locales, les processus de ségrégation) et par Gérard Chevalier (l'élaboration des politiques publiques). Les mutations actuelles du système productif font l'objet des recherches de Michel Freyssinet et d'Elsie Charron (la modernisation des entreprises et la transformation des processus de travail) tandis que Jacques Retel restitue le tissu et la carte de la mécanique parisienne au XIXe siècle.

En même temps, des domaines nouveaux se sont ouverts. La construction sociale des rapports et des identités de sexe font l'objet de réflexions théoriques et d'enquêtes de Danièle Combes et Anne-Marie Devreux (la construction de la parenté, la socialisation des jeunes hommes par l'institution militaire), de Michèle Ferrand et Françoise Imbert (le devenir des normaliennes scientifiques), de Françoise Battagliola (le concubinage à la fin du XIXe siècle). Avec Susanna Magri et Christian Topalov se développe un programme de recherche sur l'histoire des mouvements de réforme sociale à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècles. Avec Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, l'étude de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie, que conduit aussi Paul Rendu à partir d'archives notariales des XVIIe et XVIIIe siècles. Avec Bernard Zarka, l'étude des identités et transmissions dans les milieux indépendants. Avec Bernard Lamy, celle des relations inter-ethniques et des attitudes racistes. Avec Louis Pinto, la sociologie des mouvements de consommateurs puis du champ intellectuel. Avec Gérard Mauger, l'étude de la jeunesse et du «mode de génération des générations». Avec Claude F. Poliak, l'étude des pratiques culturelles des exclus de la culture légitime et, rejointe par Bernard Pudal, la sociologie de l'écriture et de la lecture. Avec Dominique Memmi, l'étude des experts de l'«éthique». Avec Jean-Louis Lacascade, celle des relations entre nouvelles technologies, rapports familiaux et modes de vie. Avec Margaret Maruani, la sociologie de l'emploi.

Des coopérations internationales concrètes, parfois de longue durée, se sont développées avec des équipes et des chercheurs brésiliens, nord-américains, japonais, allemands, britanniques, italiens. Le CSU contribue aussi à créer des lieux de débats. Depuis quelques années, il tient chaque mois séminaire ouvert. Gérard Mauger et Louis Pinto animent «Lire les sciences sociales», rencontres qui rassemblent un public vaste et varié autour de livres récents issus de diverses disciplines. Des membres de l'équipe sont à l'origine d'initiatives éditoriales interdisciplinaires qui commencent à tenir leurs promesses comme les revues *Genèses* ou *Sociétés contemporaines*.

Cet inventaire trop sommaire rend mal compte des orientations des uns et des autres, des tendances méthodologiques, des croisements de problématiques entre les divers domaines. En matière de méthode, on peut relever un intérêt marqué pour le recours aux biographies, à l'observation ethnographique, au comparatisme — international notamment —, à l'histoire. Des questions nouvelles sont posées sur la situation d'enquête, les formes narratives, l'usage des statistiques. Les problématiques sont plus systématiquement attentives à la construction sociale des catégories de classement, des définitions identitaires, des vocabulaires parmi lesquels celui des sciences sociales elles-mêmes.

Ainsi, au cours des années 1980, d'une équipe de sociologie urbaine, le CSU est devenu un centre de recherche aux intérêts sociologiques multiples. De là son refus des risques

d'enfermement qu'impliquerait l'appartenance à une section thématique du Comité national : l'UPR 267 relève donc de la section 38 «Sociologie, normes et règles» du CNRS. D'où aussi une identité plus incertaine que par le passé. L'équipe n'est en effet définie ni par un domaine de recherche dont elle ferait son territoire, ni par une école sociologique qu'elle aurait à illustrer, ni par un patronage dont dépendraient filialement ses membres. Pour les chercheurs qui le composent, le CSU actuel est d'abord un lieu qui permet de bien travailler car, comme un certain nombre d'autres équipes qui ont connu un parcours analogue, il est géré collectivement et au moindre coût moral et affectif. C'est une base d'appui pour nouer, en son sein ou ailleurs, les collaborations de recherche dont chacun a besoin. C'est aussi un milieu d'échange intellectuel qui nous rappelle que nos spécialisations thématiques — durables ou éphémères — ne sont qu'apparentes et que l'exercice du métier de sociologue dépend de la capacité à défaire en permanence les objets pré-formés que les conjonctures offrent à notre attention. C'est avec ce petit couplet sur la morale du travail bien fait et de la vigilance critique que je conclurai, ce qui ne pouvait être, finalement, qu'un éloge du CSU.

Quelques publications récentes

- Battagliola (F.), *La fin du mariage ? Jeunes couples des années 80*, Paris, Syros, 1988.
- Battagliola (F.), Bertaux-Wiame (I.), Ferrand (M.), Imbert (F.), *Dire sa vie entre travail et famille. La construction sociale des trajectoires*, Paris, CSU, Université Paris X, Travail et mobilités, 1991.
- Charron (E.), «L'invention et la métamorphose de l'animateur ouvrier», Actes des *Journées de sociologie du travail*, Toulouse, 16-18 mai 1990, *Cahiers de recherche du GIP-Mutations industrielles*, n°46, juin 1990.
- Chevalier (G.), «Administrations de missions et luttes d'influence. Le cas du secteur socio-préventif», *Revue française de sociologie*, vol. XXXI, 1990.
- Combes (D.), «Oppression des femmes et solidarités de couple», *Les temps modernes*, n°513, 1989.
- Combes (D.), Devreux (A.-M.), *Construire sa parenté. Reconnaissance, légitimation, dénomination des enfants*, Paris, CSU, 1991.
- Devreux (A.-M.), *La double production. Les conditions de vie professionnelle des femmes enceintes*, Paris, CSU, 1988.
- Ferrand (M.), «Les médecins face à l'avortement», *Sociologie du travail*, vol. XXX, n°2, 1988.
- Ferrand (M.), Jaspard (M.), *L'interruption volontaire de grossesse*, Paris, PUF, coll. «Que sais-je ?», 1987.
- Freyssenet (M.), «Portée et limites de la théorie du rapport salarial fordiste dans le cas du secteur automobile», et «Y a-t-il eu évolution du rapport salarial à la RNUR ? 1970-1984», in *Pertinence et limites de la notion de rapport salarial dans le cas du secteur automobile*, Paris, GERPISA, t. 1, 1987.
- Freyssenet (M.), dir., «Une décennie de modernisation. Quels modèles socio-productifs ?», *Cahiers de recherche du GIP Mutations industrielles*, n°58, 1992.
- Freyssenet (M.), Magri (S.), dir., *Les rapports sociaux et leurs enjeux. Séminaire du CSU*, 2 vol., Paris, CSU, 1989-1990.
- Lacascade (J.-L.), *Micros et logis. Domestication de l'ordinateur et logiques identitaires*, Paris, CSU, 1991.
- Lamy (B.), «La recherche récente sur le racisme dans la sociologie américaine et britannique», *Sociétés contemporaines*, vol. I-1, 1990.

- Magri (S.), «Logement et habitat populaire de la fin du XIXe siècle à la seconde guerre mondiale», in Fourcaut (A.) dir., *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1964). Guide de recherche*, Paris, L'Harmattan, 1988.
- Magri (S.), «Des "ouvriers" aux "citoyens modestes". Naissance d'une catégorie : les bénéficiaires des habitations à bon marché au tournant du XXe siècle», *Genèses*, n°5, 1991.
- Magri (S.), Topalov (C.), «"Reconstruire" : l'habitat populaire au lendemain de la première guerre mondiale. Etude comparative France, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis», *Archives européennes de sociologie*, vol. 29, n°2, 1988.
- Magri (S.), Topalov (C.), textes réunis par, *Villes ouvrières. 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- Maruani (M.), Nicole (C.), *Au labour des dames. Métiers masculins, emplois féminins*, Paris, Syros-Alternatives, 1989.
- Mauger (G.), «L'approche biographique en sociologie : une démarche contestataire», *Les Cahiers de l'IHTP*, n°11, avril 1989 (Mai 68 et les sciences sociales).
- Mauger (G.), «Les définitions sociales de la jeunesse : discontinuités sociales et évolutions historiques», in Lorreyte (B.), dir., *Les politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration*. Paris, CIEMI et L'Harmattan, 1989.
- Mauger (G.), Traduction de Karl Mannheim, *Le Problème des Générations* (traduction de l'allemand par G. Mauger et U. Perivolaropoulou ; introduction et postface par G. Mauger), Paris, Nathan, 1990.
- Memmi (D.) «Savants et maîtres à penser : la fabrication d'une morale de la procréation artificielle», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 76-77, mars 1989.
- Memmi (D.) «La compétence morale», *Politix*, n° 17, 1992.
- Pinçon (M.), Pinçon-Charlot (M.), *Dans les beaux quartiers*, Paris, Seuil, 1989.
- Pinçon (M.), Pinçon-Charlot (M.), *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, Paris, Payot, 1992.
- Pinçon (M.), Pinçon-Charlot (M.), en collaboration avec Duriez (B.) et Ion (J.), «Institutions statistiques et nomenclatures socioprofessionnelles. Essai comparatif : Royaume-Uni, Espagne, France», *Revue française de sociologie*, XXXII-1, 1991.
- Pinto (L.), *Les philosophes entre le lycée et l'avant-garde. Les métamorphoses de la philosophie dans la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1987.
- Pinto (L.), «Le consommateur : agent économique et acteur politique», *Revue française de sociologie*, XXI, 1990.
- Pinto (L.), «L'émoi, le mot, le moi. Le discours sur l'art dans le "musée égoïste" du Nouvel Observateur», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°88, juin 1991.
- Poliak (C. F.), *La vocation d'autodidacte*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- Pudal (B.), *Prendre parti, pour une sociologie historique du PCF*, Paris Presses de la FNSP, 1989.
- Préteceille (E.), «Le concept de classe sociale dans la recherche urbaine», in Benko (G. B.), dir., *Les nouveaux aspects de la théorie sociale. De la géographie à la sociologie*, Caen Paradigme, 1988.
- Préteceille (E.), *Mutations urbaines et politiques locales*, Paris, Centre de Sociologie Urbaine, 1988.
- Préteceille (E.), Pickvance (C.), dir., *State restructuring and local power. A comparative perspective*, London, Pinter Publishers, 1991.
- Rendu (P.), *Les archives notariales de Cugnières. Le minutier de François Leclerc*, Paris, CSU, 1991-1992, 5 tomes.
- Retel (J.), *La construction mécanique à Paris de 1778 à 1878*, Paris, CSU, 1989.

Topalov (C.), «Invention du chômage et politiques sociales au début du siècle», *Les Temps Modernes*, vol. 43, n°496/497, novembre-décembre 1987.

Topalov (C.), «From the "Social Question" to "Urban Problems" : Reformers and the Working Classes at the Turn of the Twentieth Century», *International Social Science Journal*, n°125, August 1990.

Topalov (C.), «La ville "congestionnée" : acteurs et langage de la réforme urbaine à New York au début du XXe siècle», *Genèses*, n°1, septembre 1990.

Zarka (B.), *Les Artisans, gens de métier, gens de parole*, Paris, l'Harmattan, 1987.

Zarka (B.), «Identité de métier et identité artisanale», *Revue française de sociologie*, vol XXIX-2, avril-mai 1988.

Zarka (B.), *Situation professionnelle, statut, rôles et individualisation des droits des femmes d'indépendants ou agricoles*, Paris, CREDOC, 1990.